



Région : la trajectoire budgétaire 2019 en débat

La majorité LR-UDI maintient son cap : bataille pour l'emploi, équité territoriale et efficacité. Aujourd'hui et demain, le conseil régional examine les orientations de 2019.

Pourquoi ? Comment ?

Les priorités du budget 2019

Emploi, équité territoriale, efficacité. La majorité régionale LR-UDI remet le couvert en déclinant ces trois priorités dans ses orientations budgétaires 2019. Elle poursuit les actions engagées en début de mandature, maintenant le cap de 2017 et 2018 « **pour améliorer le quotidien des habitants et préparer l'avenir en renforçant le développement de tous les territoires** », souligne la présidente de Région, Christelle Morandais. Elle met l'accent sur les « **bons résultats** » concrets de ces politiques, avec « **l'inversion de la courbe de l'apprentissage** » grâce au plan de

relance : + 11 % d'apprentis, dont + 6,8 % pour cette dernière rentrée alors que les signatures de contrat sont toujours possibles jusqu'à fin décembre. « **Il faut que la dynamique engagée perdure** », insiste la présidente. Même tonalité s'agissant des engagements pour la jeunesse, avec les nouveaux lycées notamment, ou la bataille pour l'emploi : « **On veut activer tous les leviers pour qu'entreprises et demandeurs d'emploi se rencontrent.** »

La trajectoire financière

Elle doit prendre en compte les incertitudes liées au contexte économique (prévisions de croissance revues à la baisse). Laurent Dejoie, rapporteur des finances, pointe « **les difficultés**

à appréhender les dotations de l'État qui ne tient pas ses promesses » et met l'accent sur les incertitudes du Contrat d'avenir, qui doit compenser l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes. Pour maintenir les équilibres, la majorité anticipe sur des recettes financières stables en 2019 et une maîtrise des dépenses de fonctionnement. « **L'endettement est sous contrôle** », estime Laurent Dejoie, avec une capacité de désendettement à 6,6 ans fin 2019 et 6,5 ans en fin de mandature. La Région maintient ses engagements avec un niveau d'investissements jugé « **significatif** » pour porter ses ambitions – 450 millions – et « **à un haut niveau d'épargne brute** », assure le rapporteur.

Ce qu'en dit le Ceser

Dans son avis, le conseil économique et social régional note que « **malgré les incertitudes, les grands agrégats projetés jusqu'à la fin de la mandature sont en amélioration du fait, notamment, de la prise en compte du dynamisme de l'activité économique** ». En l'absence de communication du plan pluriannuel d'investissement, qu'il a déjà demandé, il s'interroge « **sur l'adéquation du cadencement de ces investissements avec les besoins à venir des Ligériens, même si les dépenses relatives aux lycées et aux transports ferroviaires tiennent compte des évolutions démographiques** ».

Édith GESLIN.

LREM pour « un partenariat État-Région »

À l'examen du rapport d'orientations budgétaires, le groupe La Région en marche au conseil régional estime que, « **cette année encore, on est dans un catalogue des insuffisances et des coups durs que l'État porterait à la Région. Qui peut croire à une telle caricature**, note la conseillère Emmanuelle Bouchaud. **C'est bien le partenariat avec l'État qui renforce et renforcera notre Région.** » Le groupe note que nos

voisins bretons, « **au lieu d'engager un bras de fer avec l'État, anticipent la différenciation territoriale avec celui-ci** ». Le groupe LREM met en avant le fait que « **les recettes de la Région continuent d'augmenter, notamment sous l'effet des mesures de l'État. La Région, avec le gouvernement, doit en finir avec le « toujours plus » et penser comment faire « toujours mieux** », souligne Aykel Garbaa, président du groupe.

Pour le RN, dettes et dépenses s'envolent

Alors que l'assemblée va débattre des orientations budgétaires, le groupe Rassemblement national dénonce des « **dépenses de fonctionnement qui augmentent** ». Il rappelle qu'en octobre 2015, deux mois avant les élections, Bruno Retailleau promettait de « **dégraissier le mammoth régional** ». Aujourd'hui, indique le groupe, « **à périmètre de compétences constant, les dépenses de fonctionnement [...] vont augmenter**

de 1 % par an jusqu'à la fin du mandat, soit + 50 millions d'euros en 2021 ». S'agissant de la dette, « **elle s'est envolée, atteignant 1,7 milliard fin 2018, soit + 260 millions depuis le début du mandat** ». Le groupe indique avoir proposé des solutions d'économies (diminution des subventions, maîtrise des actions de communication ou de promotion dispenseuses...), mais « **nous n'avons été que très peu écoutés** ».